

Gaza, ville martyre et courageuse

Répondre à la proposition de Rajah, c'est évoquer le martyre vécu par les Gazaouis sur leur territoire fragment de l'État de Palestine où se répand toujours la destruction massive de la vie humaine, hommes, femmes et enfants par l'État guerrier d'Israël, l'anéantissement des infrastructures nécessaires à la vie d'une société, et l'étranglement provoqué par un blocus mis en place depuis 2007 par ce même État, en violation de la Convention de Genève et du Statut de Rome de la Cour pénale internationale. Ce crime de guerre au long court, à bas bruit déjà, ne permettant pas à la population palestinienne de vivre « normalement », a été accepté par la communauté internationale, si on veut bien parler de communauté internationale lorsqu'il s'agit des États-Unis et de l'Union européenne.

Mais Gaza, c'est en même temps, Gaza, la courageuse, l'historique, à la « charnière de deux continents » disait Yasser Arafat, à la croisée des chemins de plusieurs civilisations dont on se demande aujourd'hui si l'une n'a pas été engloutie par son arrogante inhumanité, en balcon de la Mer Méditerranée, mer généreuse devenue au fil des dernières décennies la sépulture liquide de plusieurs dizaines de milliers de personnes migrantes et voyageuses. Gaza, la courageuse, où mille langues se parlaient, et où aujourd'hui le langage de la mort a étendu un voile noir assassin.

Alors, qu'est-ce que je ressens face à ce qui se passe à Gaza en tant qu'homme et en tant que ligueur ?

- Une épouvante devant le massacre et le génocide en cours d'un peuple généreux, figure métonymique, c'est-à-dire qui pourrait être l'emblème de tout autre peuple. Cette épouvante est une épreuve dans l'esprit et la chair.
- Une honte pour notre pays, la France qui n'a pas cessé de se dérober à ces obligations alors qu'elle possède des positions institutionnelles et politiques non négligeables.
- Une certaine impuissance à nous faire entendre de la gouvernance française alors que notre pays est une démocratie. Cette non-réception par la gouvernance de notre inquiétude et de notre cri d'épouvante précipite aussi la France et ses citoyens dans une crise démocratique toujours plus grave.

Qu'est-ce que je refuse ? Qu'est-ce qui me révolte ?

- D'être confiné dans le spectacle de l'atrocité. De voir ce que les hommes ne devraient pas voir.
- D'être emporté dans l'écoulement d'un temps d'inhumanité où on pourrait perdre de vue ce qui a été obscurci par la violence extrême d'une atteinte au vivant devenu objet de mort.

- De ne pas trouver le langage qu'il faut, pour dire le droit de vivre du peuple de Gaza, du peuple palestinien, pour dire que l'être-pour-la-guerre israélien qui sévit contre la société civile palestinienne, doit être rompu, une fois pour toute.

Qu'est-ce que je veux défendre, porter comme message ?

- Que la France défende le droit international si fragile et si nécessaire pourtant face à la force absolue qui martyrise le beau peuple de Gaza.
- Que ma responsabilité d'être vivant et citoyen est une responsabilité-pour-autrui et qu'elle doit être action et engagement de tous les instants contre l'obstination des cortèges de guerre, de violence et de barbarie.

Qu'aimerais-je qu'on crie ensemble à la fin du discours ?

- Crier au peuple de Gaza qui portera l'écho de ce cri jusqu'en Cisjordanie et à Jérusalem de continuer à dire ce mot symbole de l'humanité le plus chargé d'espoir, *Sumud*, tenir bon, encore et toujours, le temps que la barbarie des États guerriers détourne son regard de l'horreur, déjà vue dans l'Histoire.

Philippe Pineau – LDH – Châtellerault 29 juin 2025.